ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications, le 17 septembre 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de transporteur de personnes par route délivrés dans les Etats membres de la Communauté Economique Européenne", a donné le 27 octobre 1980 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e september 1980 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "inzake de onderlinge erkenning van diploma's, certificaten en andere titels van ondernemer van personenvervoer over de weg uitgereikt in de Lid-Staten van de E.E.G.", heeft de 27e oktober 1980 het volgend advies gegeven

INTITULE.

Il est évident que l'arrêté en projet ne vise pas à une reconnaissance "mutuelle" des titres énumérés, mais seulement à la reconnaissance par la Belgique des titres délivrés dans les autres Etats membres de la Communauté économique européenne.

Le texte suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif à la reconnaissance par la Belgique des diplômes ... (la suite comme au projet)".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il n'est pas exact que l'arrêté s'applique à l'activité que l'article 1er définit. L'arrêté en projet concerne la reconnaissance, par l'Etat belge, des divers documents délivrés par les Etats membres, documents qui établissent l'existence des conditions requises pour exercer cette activité.

Il est proposé de fusionner en un seul article les articles 1er et 2 du projet, de la manière suivante :

"Article 1er.-

Aux conditions fixées par le présent arrêté, l'existence des conditions d'honorabilité, de capacité financière et de capacité professionnelle requises pour exercer l'activité de transporteur de voyageurs par route, définie dans l'article 1er de l'arrêté royal du 5 septembre 1978 fixant les conditions d'accès

.../...

à la profession de transporteur de voyageurs par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux, peut être prouvée par les diplômes, certificats et autres titres délivrés par les Etats membres de la Communauté économique européenne".

Article 3 (devenant l'article 2).

Cet article appelle une observation relative au pouvoir d'appréciation que le paragraphe 1er semble donner au Ministre qui a les transports dans ses attributions.

L'arrêté royal du 5 septembre 1978 ne donne au Ministre aucun pouvoir d'appréciation : dès que l'intéressé a été condamné pour une des infractions visées dans l'article 2, § 3, il ne satisfait pas à la condition d'honorabilité. Si l'on admet que les conditions d'honorabilité exigées des ressortissants des Etats membres peuvent être les conditions requises en droit interne, on n'aperçoit pas les motifs pour lesquels le projet reconnaît au Ministre un tel pouvoir. Le texte proposé ci-après supprime tout pouvoir d'appréciation :

"Article 2.-

§ 1er. L'honorabilité de l'intéressé est établie par un extrait de son casier judiciaire où ne figure aucune des condamnations visées à l'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 5 septembre 1978.

A défaut de casier judiciaire, l'honorabilité est établie par un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou de provenance de l'intéressé.

.../...

§ 2. Si le pays d'origine ou de provenance de l'intéressé ne délivre pas les documents mentionnés au paragraphe 1er, l'honorabilité est établie par une attestation de l'autorité judiciaire ou administrative compétente ou d'un notaire du pays d'origine ou de provenance, certifiant que l'intéressé a déclaré solennellement ou sous serment qu'il n'a subi aucune des condamnations visées au paragraphe 1er.

§ 3. Les documents visés aux paragraphes 1er et 2 doivent avoir été délivrés moins de trois mois avant leur présentation".

Article 4 (devenant l'article 3).

L'article 4 de la directive dispose :

"Article 4.-

1. Lorsque, dans un Etat membre d'accueil, la capacité financière doit être prouvée par une attestation, cet Etat considère les attestations correspondantes, délivrées par les banques du pays d'origine ou de provenance ou par d'autres organismes désignés par ce pays, comme équivalentes aux attestations délivrées sur son propre territoire.

2. Lorsqu'un Etat membre exige de ses ressortissants certaines conditions de capacité financière les concernant, dont la preuve ne peut être apportée par le document visé au paragraphe 1, cet Etat accepte comme preuve suffisante, pour les ressortissants des autres Etats membres, une attestation délivrée par une autorité administrative compétente du pays d'origine ou de provenance, certifiant que ces conditions sont satisfaites. Ces attestations portent sur les faits précis qui sont pris en considération dans le pays d'accueil".

Aux termes de l'article 2, § 4, de l'arrêté royal du 5 septembre 1978 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de voyageurs par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux :

"Le requérant ou le titulaire d'une autorisation ainsi que toute personne physique ou entreprise à qui une exploitation est ou a été cédée doit prouver qu'il est propriétaire de son matériel de transport ou qu'il l'a acheté à tempérament".

Enfin, selon l'article 4 du projet :

"Une facture d'achat du matériel de transport établie au nom de la personne physique ou de l'entreprise définie à l'article ler du présent arrêté, constituera une preuve suffisante de sa capacité financière".

Ce dernier texte paraît limiter le mode de preuve de la capacité financière à la production de la facture d'achat du matériel de transport alors que l'article 4.2. de la directive permet, en tout cas, la preuve de cette capacité par la production d'"une attestation délivrée par une autorité administrative compétente du pays d'origine ou de provenance".

Par ailleurs, la directive, par les mots "accepte comme preuve suffisante", n'interdit nullement à l'Etat membre d'accueil d'admettre d'autres modes de preuve que l'attestation.

Il semblerait plus conforme à la directive de rédiger l'article 4 comme suit :

"Article 3.-

Pour établir sa capacité financière, l'intéressé doit prouver qu'il est propriétaire de son matériel de transport ou qu'il l'a acheté à tempérament.

Cette preuve peut être apportée par la production d'une facture d'achat du matériel ou par une attestation délivrée par une autorité administrative compétente du pays d'origine ou de provenance certifiant que l'intéressé satisfait aux conditions fixées à l'alinéa ler".

.../...

Article 5 (devenant l'article 4).

De l'accord des fonctionnaires délégués, l'alinéa 1er du paragraphe 1er est inutile et doit être omis.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

§ 1er. La capacité professionnelle est établie par une attestation basée sur un examen réussi par l'intéressé ou sur une expérience pratique de trois ans et délivrée par l'autorité compétente d'un autre Etat membre conformément aux dispositions de la directive 74/562 du 12 novembre 1974.

§ 2. Si l'intéressé a été autorisé, avant le 1er janvier 1975, à exercer dans un Etat membre, en vertu d'une réglementation nationale, l'activité de transporteur de voyageurs par route, la capacité professionnelle est établie par l'attestation délivrée par l'autorité compétente de cet Etat et selon laquelle cette activité a été effectivement exercée pendant trois ans. Toutefois, cette activité ne peut avoir pris fin depuis plus de cinq ans à la date de la présentation de l'attestation.

§ 3. S'il s'agit d'une entreprise, la capacité professionnelle doit être établie dans le chef d'une des personnes physiques qui dirigent effectivement l'activité de transport".

Article 6 (devenant l'article 5).

Suivant cette disposition :

.../...

"Le Ministre qui a les transports dans ses attributions ou son délégué délivre les certificats et attestations prévus par l'article 5 du présent arrêté".

Il n'y a là qu'une exécution très partielle de l'article 6 de la directive. Celui-ci porte, en effet, que

"les Etats membres désignent, dans le délai prévu à l'article 7, les autorités ou organismes compétents pour la délivrance des documents visés aux articles 3 et 4 ainsi que de l'attestation visée à l'article 5, paragraphe 2",

alors que le texte en projet ne prévoit que la délivrance de certificats et attestations de capacité professionnelle.

Article 8 (devenant l'article 7).

Seul le titre de Ministre des Communications doit être mentionné dans l'exécutoire.

OPSCHRIFT.

Het is duidelijk dat het in het ontwerp-besluit niet om een "onderlinge" erkenning van de aldaar vermelde titels gaat maar enkel en alleen om de erkenning door België van titels die in andere Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap zijn afgegeven.

Voorgesteld wordt dan ook het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit betreffende de erkenning door België van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Het is niet juist dat het besluit van toepassing is op de in artikel 1 omschreven werkzaamheid. Het ontwerp-besluit betreft immers de erkenning door de Belgische Staat van de verschillende, door Lid-Staten afgegeven documenten waaruit moet blijken dat voldaan is aan de eisen die voor het uitoefenen van die werkzaamheid zijn gesteld.

Voorgesteld wordt de artikelen 1 en 2 van het ontwerp ineen te werken als volgt :

"Artikel 1.-

Onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden kan het bewijs dat voldaan is aan de eis van betrouwbaarheid, financiële draagkracht en vakbekwaamheid voor het uitoefenen van de werkzaamheid van ondernemer van personen-

.../...

vervoer over de weg als bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 september 1978 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal personenvervoer over de weg geleverd worden door middel van de diploma's, certificaten en andere titels die afgegeven worden door Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Bij dit artikel is een opmerking te maken in verband met de beoordelingsbevoegdheid die paragraaf 1 aan de terzake van vervoer bevoegde Minister lijkt te geven.

In het koninklijk besluit van 5 september 1978 heeft de Minister generlei beoordelingsbevoegdheid : is de betrokkene eenmaal veroordeeld geweest wegens een van de in artikel 2, § 3, bepaalde overtredingen, dan is aan de eis van betrouwbaarheid niet voldaan. Als men aanneemt dat de aan de onderdanen van Lid-Staten gestelde eisen van betrouwbaarheid die van het interne recht kunnen zijn, dan is niet in te zien waarom het ontwerp de Minister wel zulk een bevoegdheid geeft. In de hierna voorgestelde tekst is iedere beoordelingsbevoegdheid weggewerkt :

"Artikel 2.-

§ 1. De betrouwbaarheid van de betrokkene wordt aangetoond met een uittreksel uit zijn strafregister waar geen veroordeling als bedoeld in artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 5 september 1978 op voorkomt.

Bij gebreke van een strafregister wordt de betrouwbaarheid aangetoond met een gelijkwaardig document dat afgegeven is door de bevoegde rechterlijke of over-

.../...

heidsinstantie van het land van oorsprong of herkomst van de betrokkene.

§ 2. Indien de in paragraaf 1 vermelde documenten niet worden afgegeven door het land van oorsprong of herkomst van de betrokkene, wordt de betrouwbaarheid aangetoond met een verklaring van de bevoegde rechterlijke of overheidsinstantie of van een notaris van het land van oorsprong of herkomst waarin wordt bevestigd dat de betrokkene plechtig of onder ede heeft verklaard geen van de in paragraaf 1 bedoelde veroordelingen te hebben opgelopen.

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde documenten moeten minder dan drie maanden vóór de overlegging ervan zijn afgegeven ".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Artikel 4 van de richtlijn bepaalt :

"Artikel 4.-

1. Indien in de ontvangende Lid-Staten de financiële draagkracht moet worden aangetoond door middel van een verklaring, beschouwt deze Staat de overeenkomstige verklaringen die zijn afgegeven door banken van het land van oorsprong of herkomst of door andere organen die dat land daartoe heeft aangewezen, als gelijkwaardig aan de op zijn eigen grondgebied afgegeven bewijsstukken.

2. Indien een Lid-Staat aan zijn onderdanen bepaalde eisen van financiële draagkracht stelt waarvan het bewijs niet door middel van het in lid 1 bedoelde document kan worden geleverd, erkent deze Lid-Staat voor de onderdanen van de andere Lid-Staten als voldoende bewijs een

.../...

verklaring, afgegeven door een bevoegde overheidsinstantie van het land van oorsprong of van herkomst, waaruit blijkt dat aan deze eisen is voldaan. Deze verklaringen dienen betrekking te hebben op de nauwkeurig omschreven feiten die in het ontvangende land in aanmerking worden genomen".

Artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit van 5 september 1978 tot vaststelling van de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal personenvervoer over de weg stelt :

"De aanvrager of de houder van een vergunning alsmede iedere natuurlijke persoon of onderneming aan wie een exploitatie overgelaten wordt of werd, moet bewijzen dat hij eigenaar van zijn vervoermaterieel is of het op afbetaling heeft gekocht".

Artikel 4 van het ontwerp tenslotte bepaalt :

"Een factuur van aankoop van het vervoermaterieel opgemaakt op naam van de natuurlijke persoon of van de onderneming bepaald in artikel 1 van dit besluit, is een afdoend bewijs van de financiële draagkracht".

De laatstaangehaalde tekst lijkt overlegging van een factuur van aankoop van het vervoermaterieel als het enige bewijsmiddel voor de financiële draagkracht te beschouwen, terwijl artikel 4.2. van de richtlijn in ieder geval toestaat dat dit bewijs wordt geleverd met een "verklaring afgegeven door de bevoegde overheidsinstantie van het land van oorsprong of van herkomst".

Met de woorden "erkent als voldoende bewijs" ontzegt de richtlijn de ontvangende Lid-Staat overigens hoegenaamd niet de mogelijkheid om naast de bedoelde verklaring nog andere bewijsmiddelen toe te laten.

.../...

De volgende lezing voor artikel 4 lijkt dan ook meer in overeenstemming met de richtlijn :

"Artikel 3.-

Ten bewijze van zijn financiële draagkracht moet de betrokkene aantonen dat hij eigenaar is van zijn vervoermaterieel of dat hij het gekocht heeft op afbetaling.

Dat bewijs kan geleverd worden door overlegging van de factuur van aankoop van het materieel of met een door de bevoegde overheidsinstantie van het land van oorsprong of van herkomst afgegeven verklaring waaruit blijkt dat de betrokkene aan de in het eerste lid bepaalde eisen voldoet".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermede eens dat het eerste lid van paragraaf 1 als overbodig moet vervallen.

De volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 4.-

§ 1. De vakbekwaamheid wordt aangetoond met een door de bevoegde instantie van een andere Lid-Staat overeenkomstig het bepaalde in de richtlijn 74/562 van 12 november 1974 afgegeven verklaring die gebaseerd is op een door de betrokkene met goed gevolg afgelegd examen of op een praktische ervaring van drie jaar.

.../...

§ 2. Was de betrokkene vóór 1 januari 1975 gemachtigd in een Lid-Staat krachtens een nationale regeling de werkzaamheid van ondernemer van personenvervoer over de weg uit te oefenen, dan wordt de vakbekwaamheid aangetoond met een door de bevoegde instantie van die Staat afgegeven verklaring, luidens welke die werkzaamheid daadwerkelijk gedurende drie jaren uitgeoefend is. Aan die werkzaamheid mag evenwel bij de overlegging van die verklaring niet sedert meer dan vijf jaar een einde zijn gekomen.

§ 3. Wanneer het een onderneming betreft, moet de vakbekwaamheid aangetoond zijn voor een van de natuurlijke personen die daadwerkelijk aan het hoofd staan van de vervoerswerkzaamheden.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Die bepaling luidt als volgt :

"De Minister die bevoegd is voor het vervoer of zijn gemachtigde reikt de verschillende getuigschriften en attesten uit bedoeld in artikel 5 van dit besluit".

Hiermee is aan artikel 6 van de richtlijn maar zeer gedeeltelijk uitvoering gegeven. Dat artikel zegt immers dat

"de Lid-Staten binnen de in artikel 7 bepaalde termijn de instanties of organisaties aanwijzen welke bevoegd zijn om de in artikel 3 en 4 bedoelde documenten alsook de in artikel 5, lid 2, van deze richtlijn bedoelde verklaring af te geven",

.../...

terwijl de voorgelegde tekst het alleen over de afgifte van certificaten en attesten van vakbekwaamheid heeft.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

In het uitvoeringsformulier moet alleen de Minister van Verkeerswezen worden vermeld.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.